

---

# Politique de gestion contractuelle

---

*Municipalité de  
Saint-Jovier-de-Joly*



---

2010

---

## **OBJET RÉOLUTION NO. 213-12-10**

La politique de gestion contractuelle vise à assurer une saine concurrence entre les personnes voulant contracter avec la municipalité.

Elle traite des mesures :

- a. visant à assumer que tout soumissionnaire, ou l'un de ses représentants, n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un membre du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;
- b. favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le trucage des offres;
- c. visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et du Code de déontologie des lobbyistes adopté en vertu de cette loi;
- d. ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;
- e. ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;
- f. ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;
- g. visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

**EN CONSÉQUENCE**, IL EST PROPOSÉ PAR M. RÉAL LAVERRIÈRE, APPUYÉ PAR M. ANDRÉ HÉBERT ET RÉSOLU UNANIMEMENT PAR LES CONSEILLERS PRÉSENTS D'ADOPTER LA POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE SUIVANTE :

### **ENSEMBLE DE MESURES NO 1**

**Mesures visant à assumer que tout soumissionnaire, ou l'un de ses représentants, n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un membre du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission.**

- 1.1 Un responsable en octroi de contrat doit être nommé, pour chaque appel d'offres, afin de pouvoir fournir les informations administratives et techniques concernant toute procédure d'appel d'offres aux soumissionnaires potentiels.

1.2 Tout appel d'offres doit prévoir que le soumissionnaire doit, pour tout renseignement, s'adresser au responsable en octroi de contrat dont les coordonnées apparaissent à l'appel d'offres.

1.3 Tout soumissionnaire doit déclarer, par un écrit qu'il doit joindre à sa soumission, que ni lui, ni aucun collaborateur ou employé n'a communiqué ou tenté de communiquer avec un membre du comité de sélection, autre que le responsable en octroi de contrat, dans le but de l'influencer ou d'obtenir des renseignements relativement à l'appel d'offres. Le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet de la soumission.

## **ENSEMBLE DE MESURES NO 2**

**Des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres.**

2.1 Informer et sensibiliser les employés et les membres du conseil relativement aux normes de confidentialité.

2.2 Intégrer à tout appel d'offres une clause concernant le respect des pratiques anticoncurrentielles.

Le fournisseur, du seul fait du dépôt de sa soumission, déclare ne pas avoir, dans le contexte du présent appel d'offres, agi à l'encontre de la Loi fédérale sur la concurrence (L.R., 1985, ch. C-34), laquelle stipule notamment que constitue un acte criminel le fait de participer à un truquage des soumissions, à savoir :

- l'accord ou arrangement entre plusieurs personnes par lequel au moins l'une d'elles consent ou s'engage à ne pas présenter de soumission en réponse à un appel d'offres;
- la présentation de soumissions qui sont le fruit d'un accord ou arrangement entre plusieurs soumissionnaires.

Le fournisseur déclare, en conséquence, qu'il n'y a pas eu, en contravention de la Loi précitée, de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement aux prix, aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix, à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission ainsi qu'à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres.

Le truquage des soumissions est une pratique commerciale illégale suivant la Loi fédérale sur la concurrence (L.R., 1985, ch. C-34). Il s'agit en soi d'une forme de fixation des prix. Quiconque participe à un truquage de soumissions commet un acte criminel et encourt, sur déclaration de culpabilité, l'amende que le tribunal estime indiquée et un emprisonnement maximal de quatorze (14) ans, ou l'une de ces peines.

## **ENSEMBLE DE MESURES NO 3**

**Des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying et du Code de déontologie des lobbyistes adopté en vertu de cette loi.**

3.1 Tout membre du conseil ou tout employé s'assure auprès de toute personne qui communique avec lui aux fins de l'obtention d'un contrat que celle-ci s'est inscrite au Registre des lobbyistes prévu par la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying.

- 3.2 Toute soumissionnaire doit déclarer, par un écrit qu'il doit joindre à sa soumission, que lui, et tout collaborateur ou employé a respecté la loi sur le lobbying en rapport avec cet appel d'offres. Le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet de la soumission.

## **ENSEMBLE DE MESURES NO 4**

**Des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption.**

- 4.1 Limiter le plus possible les visites de chantier en groupe, en offrant des plans et devis le plus complet possible.
- 4.2 Intégrer à tout appel d'offres une clause à l'effet que le soumissionnaire du seul fait du dépôt de sa soumission, déclare ne pas avoir fait de gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption en regard du présent contrat.

## **ENSEMBLE DE MESURES NO 5**

**Des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;**

- 5.1 Chaque membre du comité de sélection doit remplir un engagement solennel à juger les offres avec impartialité et éthique.
- 5.2 Déléguer au directeur général la responsabilité de constituer le comité de sélection.

## **ENSEMBLE DE MESURES NO 6**

**Des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte.**

- 6.1 Ne pas divulguer le nom des membres du comité de sélection avant que l'évaluation des offres ne soit entièrement complétée.
- 6.2 Un responsable en octroi de contrat, doit être nommé pour chaque appel d'offres afin de pouvoir fournir les informations administratives et techniques concernant toute procédure d'appel d'offres aux soumissionnaires potentiels.
- 6.3 Tout soumissionnaire doit déclarer, par un écrit qu'il doit joindre à sa soumission, que ni lui, ni aucun collaborateur ou employé n'a communiqué ou tenté de communiquer avec un membre de l'organisme municipal, autre que le responsable en octroi de contrat, dans le but de l'influencer ou d'obtenir des renseignements relativement à l'appel d'offres. Le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet de la soumission.

## **ENSEMBLE DE MESURES NO 7**

**Des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.**

7.1 Toute directive de changement devra être autorisée par résolution du conseil municipal.

7.2 Malgré l'article 7.1, toute directive de changement pourra être autorisée par le directeur général ou l'un des personnes mentionnés au " Règlement no. 253-07 et ses amendements", en plus de l'ingénieur ou du consultant responsable du contrat, s'il y a lieu. Lors d'une directive de changement, le directeur devra communiquer avec la moitié des membres du conseil pour obtenir leur consentement. Toute directive de changement autorisée par le directeur devra être déposée au conseil municipal.

7.3 Tenir des réunions de chantier régulièrement pour assurer le suivi des contrats.

# DÉCLARATION

## COMMUNICATION AVEC LES MEMBRES DU COMITÉ DE SÉLECTION

Je, \_\_\_\_\_, représentant du soumissionnaire \_\_\_\_\_ déclare que ni moi, ni aucun collaborateur ou employé n'a communiqué ou tenté de communiquer avec un membre du comité de sélection, autre que le responsable en octroi de contrat, dans le but de l'influencer ou d'obtenir des renseignements relativement à l'appel d'offres \_\_\_\_\_.

Déclaré à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
signature

\_\_\_\_\_  
nom

Le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet de la soumission.

# DÉCLARATION

## LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME ET DU CODE DE DÉONTOLOGIE DES LOBBYISTES

Je, \_\_\_\_\_, représentant du  
soumissionnaire \_\_\_\_\_ déclare que  
moi et tout collaborateur ou employé a respecté la loi sur le lobbyisme en rapport avec l'appel  
d'offres \_\_\_\_\_.

Déclaré à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
signature

\_\_\_\_\_  
nom

Le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet de la soumission.

# DÉCLARATION

## COMMUNICATION DANS LE BUT D'INFLUENCER

Je, \_\_\_\_\_, représentant du soumissionnaire \_\_\_\_\_ déclare que ni moi et ni aucun collaborateur ou employé n'a communiqué ou tenté de communiqué avec un membre de l'organisme municipal, autre que le responsable en octroi de contrat, dans le but d'influencer ou d'obtenir des renseignements relativement à l'appel d'offres \_\_\_\_\_.

Déclaré à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
signature

\_\_\_\_\_  
nom

Le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet de la soumission.